

Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
OFFICIELLE

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Table des matières

No. questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q01	Voyages hors QC	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.
Q02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
Q03	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
Q04	Conférences de presse, événements	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement. Par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Table des matières

No. questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q05	Formation en communication	<p>La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</p> <p>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p>
Q06	Formation en communication Personnel politique	<p>La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :</p> <p>a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) la nature de la formation;</p> <p>d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;</p> <p>e) les personnes qui ont reçu la formation.</p>
Q07	Contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</p> <p>d) la date d'octroi du contrat;</p> <p>e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p> <p>f) l'échéancier;</p> <p>g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant:</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le coût;</p> <p>d) l'échéancier;</p> <p>e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p>
Q08	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>a) le nombre d'autorisations;</p> <p>b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>d) le montant accordé;</p> <p>e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;</p> <p>f) les motifs de la demande;</p> <p>g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.</p> <p>Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p>

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Table des matières

No. questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q09	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
Q10	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
Q11	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 : a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
Q12	Développements informatiques >100 000 \$	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Table des matières

No. questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q13	Dépenses diverses	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <p>a) la photocopie;</p> <p>b) le mobilier de bureau;</p> <p>c) l'ameublement;</p> <p>d) la décoration et l'embellissement;</p> <p>e) le distributeur d'eau de source;</p> <p>f) le remboursement des frais de transport;</p> <p>g) le remboursement des frais d'hébergement;</p> <p>h) le remboursement des frais de repas;</p> <p>i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</p> <p>j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</p> <p>I. a) au Québec;</p> <p>II. b) à l'extérieur du Québec.</p>
Q14	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <p>a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;</p> <p>b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;</p> <p>c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;</p> <p>d) les coûts d'acquisition des appareils;</p> <p>e) le coût d'utilisation des appareils;</p> <p>f) le coût des contrats téléphoniques;</p> <p>g) les noms des fournisseurs;</p> <p>h) le nombre de minutes utilisées;</p> <p>i) le coût des frais d'itinérance;</p> <p>j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;</p> <p>k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.</p>
Q15a	Minorités visibles 35 ans et +	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;</p>
Q15b	Minorités visibles - de 35 ans	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;</p>
Q15c	Jours de maladie	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;</p>
Q15d	Réserve de maladie	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</p>

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Table des matières

No. questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q15e	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
Q15f	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
Q15g	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
Q15h	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
Q15i	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
Q15j	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
Q15k	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
Q15l	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
Q15m	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
Q15n	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
Q15o	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : n) le nombre d'employés permanents et temporaires;

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Table des matières

No. questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q15p	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : o) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
Q15q	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : p) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
Q15r	Effectif autorisé Loi 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : q) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
Q15s	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : r) le nombre de postes vacants.
Q16a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
Q16b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
Q16c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
Q16d	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de : c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
Q17	Baux SQI	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
Q18	Aménagement SCT, Cabinet	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Table des matières

No. questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q19	Membres du Cabinet	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour 2018-2019; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
Q20	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
Q21	Personnel hors structure	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2019-2020.
Q22	Personnel en disponibilité	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2019-2020.
Q23	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2019-2020.
Q24	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Table des matières

No. questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q25	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.
Q26	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
Q27	Abonnements	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.
Q28	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
Q29	Sites Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
Q30	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
Q31	Visites ministérielles et sous ministérielles	Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Table des matières

No. questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q32	Demandes d'accès à l'information	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019:</p> <p>a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;</p> <p>b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;</p> <p>c) le nombre total de demandes reçues;</p> <p>d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);</p> <p>e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;</p> <p>f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;</p> <p>g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse</p>
Q33	Adjointes parlementaires	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :</p> <p>a) le détail des mandats;</p> <p>b) le coût (déplacements, etc.);</p> <p>c) le nombre de ressources affectées;</p> <p>d) le nombre de rencontres;</p> <p>e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;</p> <p>f) l'objet;</p> <p>g) les dates.</p>
Q34	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
Q35	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
Q36	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.
Q37	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019- 2020.
Q38	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.
Q39	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
Q40	Primes au rendement et bonis	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
Q41	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Table des matières

No. questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q42	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
Q43	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
Q44	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
Q45	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
Q46	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
Q47	Reconduction des programmes existants	Coûts de reconduction des programmes existants : La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018- 2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
Q48	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
Q49	ETC Plan Nord	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
Q50	Budget Plan Nord	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
Q51	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020
Q52	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
Q53	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
Q54	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
Q55	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
Q56	Contrats service juridique	Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Table des matières

No. questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
Q57	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
Q58	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
Q59	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
Q60	Développement durable	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
Q61	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
Q62	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
Q63	Rencontres diverses	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.
Q64	Plan d'action changements climatiques 2013-2020	Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes : a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt CO 2); b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO 2); c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO 2); e) les investissements totaux des projets (en milliers \$); f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$); g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Réponse :

VOYAGE	Coût
Ottawa, Ontario, Canada, 17 et 18 avril 2018. Madame Catherine Ferembach, sous-ministre associée chargée du Secrétariat à la condition féminine et madame Christiane Lussier, conseillère en égalité. Participer à la réunion des hautes et hauts fonctionnaires du Forum fédéral, provincial et territorial des ministres responsables de la Condition féminine	1 769,29 \$
Whitehorse, Yukon, Canada, 16 au 19 octobre 2018. Monsieur Marc-André Allard, conseiller en égalité. Participer à la 36 ^e Réunion annuelle du Forum fédéral, provincial et territorial des ministres responsables de la Condition féminine	1 786,25 \$
Ottawa, Ontario, Canada, 21 et 22 novembre 2018. Monsieur Louis-Simon Corriveau, conseiller en égalité. Participer au Forum national sur l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+).	672,22 \$
New-York, États-Unis, 10 au 13 mars 2019. Madame Catherine Ferembach, sous-ministre associée chargée du Secrétariat à la condition féminine et madame Marie-Laurence Beaumier, conseillère en égalité. Participer à la mission de madame Isabelle Charest, ministre déléguée à l'Éducation et ministre responsable de la Condition féminine, dans le cadre de la 63 ^e Commission de la condition de la femme.	En traitement

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18). <http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/>

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question 2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019:

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 17**). <http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/>

<div> Question 3 </div>	<div> Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : </div> <div> a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020; </div> <div> b) les noms des firmes de publicité retenues; </div> <div> c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); </div> <div> d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; </div> <div> e) le but visé par chaque dépense; </div> <div> f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; </div> <div> g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse. </div>
---	--

Réponse :

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	BUT VISÉ	COÛT
Cercle finance du Québec	Commandite	3 ^e édition du Colloque femmes en finance	2 000 \$
Association québécoise de la garde scolaire	Commandite	Mon engagement pour la réussite	1 500 \$
Femmes du cinéma de la télévision et des médias numériques	Commandite	Gala bénéfice FCTMN 2018	3 500 \$
Réseau des Femmes d'affaires du Québec	Commandite	Gala Prix Femmes d'affaires du Québec 2018	5 000 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 24**).
 <http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/>

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question 4

Liste des *dépenses* pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.):
Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
h) le but visé par chaque dépense;
i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Réponse :

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÉNEMENT	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
Société des arts technologiques, le Traiteur.ca	Lancement	Gré à gré	4 074,28 \$	Lancement du <i>Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>
Frais de déplacement des finalistes	Prix Égalité Thérèse-Casgrain 2017	Gré à gré	124,00 \$	Tenue d'une activité de reconnaissance dans le cadre du Prix Égalité Thérèse-Casgrain visant à récompenser des projets réalisés par des organismes publics, parapublics, privés ou communautaires qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec.

Question 5

- La liste des dépenses en formation de communication :
- Organisée par le ministère ou l'organisme :
- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
 - b) le but recherché par chaque dépense;
 - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;
- Organisée par un professionnel ou une firme externe :
- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
 - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Aucune dépense en formation de communication en 2018-2019.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphes 22 et 23**). <http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/>

<div>Question 6</div>	<div>La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant:</div> <div>a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;</div> <div>b) le but visé par chaque dépense;</div> <div>c) la nature de la formation;</div> <div>d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;</div> <div>e) les personnes qui ont reçu la formation.</div>
-----------------------	---

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphes 22 et 23**). <http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/>

Question 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- e) l’échéancier;
- f) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l’échéancier;
- e) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse :

FOURNISSEUR	TOTAL
Le Cercle finance du Québec	2 000,00 \$
Réseau des femmes d'affaires du Québec	5 000,00 \$
Interscript	3 308,75 \$
Gina Morency	9 600,00 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Question 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Réponse :

Aucun contrat octroyé par le Secrétariat à la condition féminine n'a fait l'objet de coûts additionnels.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Question 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

Aucun appel d'offres public n'a été fait en 2018-2019.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

<div>Q_{uestion} 10</div>	<div>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :</div> <div>a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.</div>
-----------------------------------	--

Réponse :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

<div>Question 11</div>	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;e) une description de son mandat;f) la date de début de son contrat;g) la date prévue de fin de son contrat;h) sa rémunération annuelle.
------------------------	---

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

<p>Question 12</p>	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.</p>
--------------------	---

Réponse :

Aucun projet informatique n'est sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>).

<div> <div>Question</div> <div>13</div> </div>	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <p>a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</p> <p>I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.</p>
--	--

Réponse :

2018-2019	SCF
PHOTOCOPIE	1 652,20 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	0,00 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0,00 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0,00 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	4 853,44 \$
FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	0,00 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	1 165,00 \$*
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0,00 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

*Ce montant inclut le coût total d'une formation offerte à l'ensemble du personnel. Cinq employés du Bureau de la sous-ministre associée ont participé à cette formation.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2019-2020
<div> <div>Question</div> <div>14</div> </div>	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <p>a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;</p> <p>b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;</p> <p>c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;</p> <p>d) les coûts d'acquisition des appareils;</p> <p>e) le coût d'utilisation des appareils;</p> <p>f) le coût des contrats téléphoniques;</p> <p>g) les noms des fournisseurs;</p> <p>h) le nombre de minutes utilisées;</p> <p>i) le coût des frais d'itinérance;</p> <p>j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.</p> <p>k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.</p>

Réponse :

	SCF
Le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autres types de téléphones intelligents	3
Le nombre d'ordinateurs portables, d'Ipad et d'autres types de tablettes électroniques	1
Le nombre de téléavertisseurs utilisés	0
Le nombre de minutes utilisées	
Le nom des fournisseurs	Rogers
Le coût d'acquisition des appareils	0 \$
Le coût d'utilisation des appareils	Inclus dans le coût des contrats
Le coût des contrats téléphoniques	1 339,20 \$/annuel
Le coût des frais d'itinérance	0 \$
Les coûts de résiliation	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 25**).
 <http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/>

Renseignements généraux

Question 15

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :
- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
 - b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
 - c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
 - f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
 - j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
 - n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
 - p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
 - q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020;
 - r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
 - s) Le nombre de postes vacants.

Réponse :

- a), b) Voir l'annexe A.
- c), e), f) Voir l'annexe B.
- d), g) Voir l'annexe C.
- h) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 15

Suite

Réponse :

- i) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.
- j) Voir l'annexe D.
- k) Au 28 février 2019 : 3 employés avaient un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.¹
- l) Au 28 février 2019 : Aucun employé n'avait un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il a accomplie.²
- m) La réponse à cette question se trouve à la question 15 j).
- n), o), p) Les réponses à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- q) Le Secrétariat à la condition féminine n'a aboli aucun poste pour l'année 2018-2019.
- r) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- s) Au 28 février 2019 : il y a 3 postes vacants au Secrétariat à la Condition féminine.

¹ Personnes désignées sur un emploi professionnel de complexité expert ou émérite.

² Employés hors échelle.

Question 15	Suite
-------------	-------

Réponse :

Annexe A

Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel régulier masculin et féminin
pour chacun des groupes cibles et par catégorie d'emploi au 28 février 2019

Catégories d'emplois	Groupes d'âge	Nombre total	Femmes		Hommes		Personnes handicapées		Communautés culturelles visées		Anglophones		Autochtones	
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Cadre	Moins de 35 ans	0	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	35 ans et plus	2	1	50,00%	1	50,00%	0	0,00%	1	50,00%	0	0,00%	0	0,00%
	Sous-Total	2	1	50,00%	1	50,00%	0	0,00%	1	50,00%	0	0,00%	0	0,00%
Professionnel	Moins de 35 ans	9	6	66,67%	3	33,33%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	35 ans et plus	10	10	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	Sous-Total	19	16	84,21%	3	15,79%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Technicien	Moins de 35 ans	0	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	35 ans et plus	1	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	Sous-Total	1	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Personnel de bureau	Moins de 35 ans	1	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	35 ans et plus	1	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
	Sous-Total	2	2	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Total		24	20	83,33%	4	16,67%	0	0,00%	1	4,17%	0	0,00%	0	0,00%

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Question 15

Suite

Réponse :

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances pris par le personnel cadre
au 28 février 2019

Catégorie d'emploi : Cadre et TES

ANNÉE 2018-2019	
Jours de congé de maladie *	6

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2018-2019	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	0,00	0,00	5,00	0,00	20,00	13,00	0,00	0,00	2,00	7,00	1,00	0,00	48

*Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Question 15	Suite
-------------	-------

Réponse :

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de vacances pris ainsi que
le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel professionnel
au 28 février 2019

Catégorie d'emploi : Professionnel

ANNÉE 2018-2019	
Jours de congé de maladie *	103

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2018-2019	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	2,46	16,00	18,00	37,43	104,57	27,71	29,00	5,00	17,64	17,14	14,00	14,00	302,96

ANNÉE 2018-2019	Total
Heures supplémentaires	
- réalisées :	236,73
- payées, remboursées :	45,50
- compensées :	191,23

*Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)
Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Question 15

Suite

Réponse :

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances ainsi que
le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel technicien
au 28 février 2019

Catégorie d'emploi : Technicien

ANNÉE 2018-2019	
Jours de congé de maladie *	8

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2018-2019	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	0,00	4,00	6,00	0,00	9,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	20

ANNÉE 2018-2019	Total
Heures supplémentaires	
- réalisées :	6,50
- payées, remboursées :	0
- compensées :	6,50

*Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)
Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Question 15

Suite

Réponse :

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances ainsi que
le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel de bureau
au 28 février 2019

Catégorie d'emploi : Personnel de bureau

ANNÉE 2018-2019	
Jours de congé de maladie *	8

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2018-2019	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	3,00	2,00	0,00	19,50	31,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	57,50

ANNÉE 2018-2019	Total
Heures supplémentaires	
- réalisées :	20,33
- payées, remboursées :	0
- compensées :	20,33

*Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)
Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Question 15

Suite

Réponse :

Annexe C

Répartition des réserves de congés de maladie et des jours de vacances au 28 février 2019

Catégories d'emplois	Réserve de congés de maladie	Nombre total	Réserve de jours de vacances	Nombre total
Cadre et TES	Moins de 10 jours	1	Moins de 10 jours	0
	10 à 50 jours	1	10 à 50 jours	2
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	<i>Sous-Total</i>	2	<i>Sous-Total</i>	2
Professionnel	Moins de 10 jours	9	Moins de 10 jours	19
	10 à 50 jours	6	10 à 50 jours	2
	50 à 100 jours	4	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	2	100 jours et plus	0
	<i>Sous-Total</i>	21	<i>Sous-Total</i>	21
Technicien	Moins de 10 jours	0	Moins de 10 jours	0
	10 à 50 jours	1	10 à 50 jours	1
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	<i>Sous-Total</i>	1	<i>Sous-Total</i>	1
Personnel de bureau	Moins de 10 jours	3	Moins de 10 jours	4
	10 à 50 jours	1	10 à 50 jours	0
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	<i>Sous-Total</i>	4	<i>Sous-Total</i>	4

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique. Exclut les réserves à zéro

Question **15**

Suite

Réponse :

Annexe D

**Répartition des postes et de l'effectif, par catégorie d'emploi
au 28 février 2019**

Régions administratives	Nombre d'effectifs réguliers en poste				
	Cadres et TES	Professionnels	Techniciens	Personnel de bureau	Total
Capitale-Nationale	2	19	1	2	24
Total	2	19	1	2	24

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

<div>Question 16</div>	<div>Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de :</div> <div>a) le nombre de départs à la retraite incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;</div> <div>b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.</div> <div>c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.</div> <div>d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</div>
------------------------	--

Réponse :

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019, seulement.
- b) Aucun remplacement effectué en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Veuillez vous référer à la réponse de la question 16 a).
- d) Au cours de l'année 2018-2019, le Secrétariat à la condition féminine a engagé deux personnes retraitées de la fonction publique pour des contrats.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2018	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
905, avenue Honoré-Mercier, 3 ^e étage, Québec (Québec) G1R 5M6	180 008,64 \$	740,03 m ²	0 \$	20 ans	Groupe Mach
	\$				
	\$				
	\$				
	\$				
	\$				
	\$				
	\$				
	\$				
	\$				

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). <http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/>

<div>Q_{uestion} 18</div>	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <p>a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>
-----------------------------------	--

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Renseignements généraux	étude des crédits 2019-2020
<div> <div>Question</div> <div>19</div> </div>	<div> <div>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :</div> <div> <div>a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;</div> <div>b) le titre de la fonction;</div> <div>c) l'adresse du port d'attache;</div> <div>d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;</div> <div>e) la prime de départ versée, le cas échéant;</div> <div>f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;</div> <div>g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;</div> <div>h) la description de tâches;</div> <div>i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;</div> <div>j) le nombre total d'employés au cabinet;</div> <div>k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2017-2018 et 2018-2019;</div> <div>l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;</div> <div>m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'état</i>.</div> </div> </div>

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

<div>Question 20</div>	<div>Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</div> <div>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</div>
------------------------	---

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 26**). <http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/>

Renseignements généraux	Étude des crédits 2019-2020
Question 21	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2019-2020.</p>

Réponse :

Tout le personnel hors structure occupe un poste et des fonctions au sein du Ministère ou dans d'autres MO de la fonction publique en 2018-2019.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2019-2020
Question 22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2019-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

<div>Question 23</div>	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);</p> <p>b) par catégorie d'âge;</p> <p>c) prévisions pour 2019-2020.</p>
------------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q _{uestion} 24	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.
-------------------------	---

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine ne possède aucun bureau régional.

Question 25	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.
-------------	--

Réponse :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 15.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2019-2020
<div>Question 26</div>	<div>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).</div>

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine ne rémunère aucun effectif affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2019-2020
<div> <div>Question</div> <div>27</div> </div>	<div> Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement : <div> a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; </div> Ventiler le montant total par catégories. </div>

Réponse :

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
Le Devoir	279,94 \$	Abonnement journalier
Clin d'Oeil	20,90 \$	Revue mensuelle
Messageries Dynamiques, Journal de Québec	184,08 \$	Abonnement journalier
I.C.I. Influence communications inc. (fusion avec Communication Demo inc.)	7 038,95 \$	Revue de presse

Renseignements généraux		Étude des crédits 2019-2020
Question 28		Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse :

Aucune somme déboursée en 2018-2019 pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Question 29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Réponse :

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.scf.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site a été développé par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine en collaboration avec DMR.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Nul pour 2018-2019
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	3 000 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour sont réalisées ponctuellement.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Secrétariat à la condition féminine

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.agressionssexuelles.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site a été développé par Cossette Communication.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Nul pour 2018-2019
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	600 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour sont réalisées ponctuellement. Prendre note que ce site a été fermé et le contenu intégré sur le www.scf.gouv.qc.ca en octobre 2018.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Secrétariat à la condition féminine

ADRESSE DES SITES INTERNET : www.violenceconjugale.gouv.qc.ca et www.domesticviolence.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LES SITES :	Les sites ont été développés par Cossette Communication.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DES SITES :	Nul pour 2018-2019
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	600 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour sont réalisées ponctuellement. Prendre note que ce site a été fermé et le contenu intégré sur le www.scf.gouv.qc.ca en octobre 2018.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LES SITES :	Secrétariat à la condition féminine

Q _{uestion} 29	Suite
-------------------------	-------

Réponse :

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.jesigneenligne.com	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site a été développé par Cossette Communication.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Nul pour 2018-2019
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	1 200 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour sont réalisées ponctuellement.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Secrétariat à la condition féminine

Renseignements généraux	Étude des crédits 2019-2020
<div> <div>Question</div> <div>30</div> </div>	<div> Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : </div> <div> a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées. </div>

Réponse :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 7.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2019-2020

Question 31	Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
-------------	--

Réponse :

Aucune somme déboursée en 2018-2019 pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2019-2020
<div> <div>Question</div> <div>32</div> </div>	<div> Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 : <div> a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse. </div> </div>

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2018-2019** des ministères et organismes.

<div>Question 33</div>	<div>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :</div> <div>a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.</div>
------------------------	--

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

Q _{uestion} 34	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
-------------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 35	La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q _{uestion} 36	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.
-------------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 37	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.
-------------	--

Réponse :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2018-2019** des ministères et organismes.

Question 38	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.
--------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 39	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
-------------	--

Réponse :

En 2018-2019, le Secrétariat à la condition féminine a reçu la somme de 175,10 \$ du gouvernement fédéral (Condition féminine Canada) pour le remboursement de frais de déplacement pour la participation du SCF au Forum sur l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) à Ottawa.

<div> <div>Question</div> <div>40</div> </div>	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
--	---

Réponse :

Le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonis :

Bonis pour rendement exceptionnel au Secrétariat à la condition féminine			
Année financière	2018-2019		
Catégorie d'emploi	Fonctionnaire	Professionnel	Total
Nombre	0	3	3
Montant	0	6 412,21 \$	6 412,21 \$

Renseignements généraux		Étude des crédits 2019-2020
Question	41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Aucune prime de départ n'a été versée par le Secrétariat à la condition féminine en 2018-2019.

Q _{uestion} 42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
-------------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2019-2020
<div>Question 43</div>	<div>Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :</div> <div>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</div> <div>b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.</div>

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction ou de tâches.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2019-2020
<div>Question 44</div>	<div>Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :</div> <div>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</div> <div>b) fournir la liste des salaires versés.</div>

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Question **45**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Réponse :

1. Comités interministériels coordonnés, présidés ou coprésidés par le Secrétariat à la condition féminine

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2018-2019
Comité interministériel de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s en matière de violences sexuelles	Assurer une concertation de niveau décisionnel en vue de la réalisation et du suivi des actions gouvernementales en matière d'agression sexuelle et d'exploitation sexuelle.	SCF, MJQ, MSSS, MSP, MEES, MTESS, SAA, FAMILLE, MIDI, MAMH, DPCP, OPHQ.	Rencontres bilatérales
Comité de niveau professionnel sur la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles	Favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes engagés dans la stratégie gouvernementale en matière de violences sexuelles et contribuer au suivi et à la reddition de comptes de cette stratégie.	SCF, MJQ, MSSS, MSP, MEES, MTESS, SAA, FAMILLE, MIDI, MAMH, DPCP, OPHQ.	Rencontres bilatérales
Comité interministériel de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s en matière de violence conjugale	Assurer une concertation de niveau décisionnel en vue de l'élaboration de nouvelles actions gouvernementales en matière de violence conjugale ainsi que de la réalisation et du suivi de ces actions en matière de violence conjugale.	CSF, SCF, MJQ, MSSS, MSP, MEES, MTESS, SAA, FAMILLE, MIDI, MAMH, DPCP, OPHQ, SAJ, SHQ.	2 rencontres et rencontres bilatérales
Comité interministériel de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s en matière de violence conjugale – Volet autochtone : violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits	Assurer les travaux d'élaboration de nouvelles actions en matière de violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits.	SCF, SAA, MJQ, MSSS, MSP, MEES, MTESS, FAMILLE, DPCP, SHQ, SA, SAJ.	2 rencontres

Question 45	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2018-2019
Comité de niveau professionnel sur la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale	Favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes engagés dans le plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale et contribuer à l'élaboration de nouvelles mesures en la matière ainsi qu'au suivi et à la reddition de comptes de ce plan d'action.	CSF, SCF, MJQ, MSSS, MSP, MEES, MTESS, SAA, FAMILLE, MIDI, MAMH, DPCP, OPHQ, SAJ, SHQ.	2 rencontres
Comité interministériel de niveau professionnel en matière de violence conjugale – Volet autochtone : violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits	Favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes concernés par les enjeux de violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits.	SCF, SAA, MJQ, MSSS, MSP, MEES, MTESS, FAMILLE, DPCP, SHQ, SA, SAJ, MAMH.	2 rencontres
Comité de gouverne du Programme d'aide à la sensibilisation des salariés et des travailleurs autonomes, y compris les artistes et les travailleurs de la culture, en matière de harcèlement sexuel au travail	Assurer la gouvernance générale du Programme d'aide à la sensibilisation des salariés et des travailleurs autonomes, y compris les artistes et les travailleurs de la culture, en matière de harcèlement sexuel au travail.	MTESS, MEES, MCC, CNESST, SCF, Travail, Tourisme.	2 rencontres

Question **45**

Suite

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2018-2019
Comité de sélection du Programme d'aide à la sensibilisation des salariés et des travailleurs autonomes, y compris les artistes et les travailleurs de la culture, en matière de harcèlement sexuel au travail	Assurer la sélection des projets et leur suivi du Programme d'aide à la sensibilisation des salariés et des travailleurs autonomes, y compris les artistes et les travailleurs de la culture, en matière de harcèlement sexuel au travail.	MTESS, MEES, MCC, CNESST, SCF, Travail, Tourisme.	1 rencontre
Comité interministériel pour la mixité en emploi	Contribuer à la progression de la mixité en emploi – incluant la représentation des femmes dans les métiers et professions majoritairement masculins (dont les professions scientifiques et technologiques) et la représentation des hommes dans les métiers et professions majoritairement féminins.	SCF, MEI, MEES, MF, MTESS (EQ et Secrétariat du Travail), SAJ, MERN, MFFP, MCC, MAPAQ, MDDELCC, MTQ, MSSS.	2 rencontres
Comité interministériel sur la promotion des rapports égaux	Assurer la coordination gouvernementale en matière de promotion de modèles et de comportements égaux. Assurer une cohésion dans la stratégie et dans le développement des travaux. Soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égaux dans les lieux d'éducation.	SCF, MEES, MSSS, MF, MCE (SAJ), MIDI, BLCH.	2 rencontres

Question **45**

Suite

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2018-2019
Table des partenaires femmes et politique municipale	Assurer la concertation entre les intervenants qui réalisent des initiatives favorisant la participation des femmes à la politique municipale québécoise.	SCF, MAMH, UMQ, FQM, DGEQ, CSF, Groupe Femmes, Politique et Démocratie, Réseau des élues municipales de la Montérégie Est, Conseil des Montréalaises, Ville de Montréal.	1 rencontre
Comité interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes	Assurer une action gouvernementale concertée dans la mise en œuvre des actions de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021 ainsi qu'une collaboration cohérente dans les travaux liés aux enjeux liés à l'égalité entre les femmes et les hommes.	SCF, MAMH, MEES, MF, MIDI, MJQ, MSSS, MTESS, OPHQ, SA, MSP, INSPQ, Curateur public, CSF, CNESST, CGAP, CCQ.	1 rencontre

Question 45	Suite
--------------------	-------

Réponse :

2. Comités interministériels coordonnés par un autre ministère ou organisme

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2018-2019
Réseau de répondants gouvernementaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Assurer le suivi du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale, et également la reddition de comptes prévue à la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Travaux d'élaboration du prochain plan de lutte à la pauvreté.	MAMH, MEI, MFQ, MEES, MIDI, MJQ, MRN, MSSS, MTQ, MTESS, MCE-SAA, SHQ, SCF.	1 rencontre
Comité interministériel sur l'action communautaire	Participer, en collaboration avec le SACAIS, aux divers travaux relatifs aux modes de soutien financier, à l'harmonisation et à la simplification des pratiques administratives, à la reddition de comptes, à l'élaboration des nouveaux programmes du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, à la mise en place des outils ou mécanismes devant faire connaître les balises nationales à tous les échelons de l'administration gouvernementale ou de tout autre appui à fournir aux ministères et aux organismes gouvernementaux dont l'administration est déconcentrée, ainsi qu'à toute autre matière relevant de l'application de la politique.	Tous les MO attribuant des subventions aux organismes communautaires.	6 rencontres
Table interministérielle en itinérance	Assurer le suivi du Plan d'action interministériel en itinérance.	SHQ, MEES, MIDI, MSSS, SAA, MTESS, SA, SAJ, MAMH, Secrétariat à la région métropolitaine, MJQ, MSP, RAMQ, SCF, DPCP, CSSSPNQL.	2 rencontres
Comité interministériel pour la révision du salaire minimum	Définir un cadre de référence afin de guider les décisions relatives à l'évolution du salaire minimum et réviser annuellement le salaire minimum au Québec.	MFQ, SCF, CNESST, MTESS (dont le Secrétariat du Travail).	1 rencontre

Question **45**

Suite

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2018-2019
Comité de suivi de l'Action concertée – Étude sur la progression et la rétention des femmes dans les métiers ayant été réservés aux hommes	<p>Comprendre et suivre le déroulement de la recherche et prendre connaissance des résultats en cours de processus.</p> <p>Échanger sur le déroulement de la recherche et, au besoin, soutenir les équipes de recherche dans les choix qu'ils doivent faire en cours de route.</p> <p>Contribuer à réduire ou contourner les difficultés qui se présentent en cours de réalisation du projet.</p> <p>Préparer le terrain pour améliorer le potentiel de retombées du projet et envisager, dès les premiers résultats, des moyens pour favoriser le transfert des connaissances.</p>	MEI, SCF, MTESS (Emploi-Québec), FRQSC, CSF, CDPDJ, CIAFT, Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-Nationale et l'Université Laval.	1 rencontre
Comité de suivi de l'Action concertée - Programme de recherche sur la violence conjugale	<p>Comprendre et suivre le déroulement des recherches et prendre connaissance des résultats en cours de processus.</p> <p>Échanger sur le déroulement des recherches et, au besoin, soutenir les équipes de recherche dans les choix qu'elles doivent faire en cours de route.</p> <p>Contribuer à réduire ou contourner les difficultés qui se présentent en cours de réalisation du projet.</p> <p>Préparer le terrain pour améliorer le potentiel de retombées du projet et envisager, dès les premiers résultats, des moyens pour favoriser le transfert des connaissances.</p>	À cœur d'homme, Association de médiation familiale du Québec, CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île de Montréal, CIUSSS de la Capitale-Nationale, Famille, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, INESSS, INSPQ, MEES, MSSS, MTESS, MJQ, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Regroupement pour la Valorisation de la Paternité, Relais-Femmes.	1 rencontre

Question **45**

Suite

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2018-2019
Comité de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre.	CPMT, MTESS, MFQ, MEI, CCQ, MTESS, MCE, MFA, MAPAQ, MEES, MIDI, SAA, SCF, MSSS, SCT, MTO, OPHQ, MCC, MFFP.	1 rencontre
Comité interministériel d'évaluation de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023	Assurer la participation des différents ministères et organismes engagés dans la SNMO à son évaluation; Contribuer à la production du cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, puis du cadre d'évaluation global de la SNMO et commenter les méthodes d'évaluation, les outils de collecte et les rapports d'évaluation préliminaires; Recenser et partager toutes les évaluations des mesures de la SNMO réalisées par les ministères et organismes; Échanger pour favoriser le transfert des connaissances en matière d'évaluation, tant sur les méthodes que sur la réalisation des évaluations.	MAPAQ, MIDI, MEES, MF, SCT, CCQ, SCF, MSSS, MCC	1 rencontre
Comité des coordonnatrices et coordonnateurs en affaires autochtones	Mener des travaux en vue de la mise en œuvre et du suivi du premier Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.	SAA, SCF, MSSS, MEES, Emploi-Québec, SAIC, CCQ, MAMH, MCC, MEI, MFA, SHQ, MJQ, SAJ, MSP.	3 rencontres

Question 45	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2018-2019
Réseau interministériel de répondantes et répondants de la Stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 Ensemble, nous sommes le Québec	Favoriser le partage d'informations et l'instauration de collaboration optimale entre les ministères et organismes concernés, notamment pour le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021.	MRIF, SCT, MFA, MJQ, DPCP, SES, SAJ, MCC, SCF, MTESS, MEES, MSSS, CDPDJ, MEI, SPL, MAMH, MSP, Finances	1 rencontre
Comité interministériel sur le soutien aux proches aidants	Assurer une action gouvernementale concertée pour le soutien aux personnes proches aidantes.	SA, MSSS, MEES, MFA, Finances, MTESS, OPHQ, SCF, Retraite-Québec, ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.	1 rencontre
Comité multisectoriel sur la violence conjugale – femmes immigrées et racisées (action 47 du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale)	<p>Recenser les activités, outils et services existants en matière de violence conjugale dans chacun des ministères et organismes membres du Comité.</p> <p>Réaliser un plan de travail visant à utiliser les sommes disponibles dans le cadre de l'action 47, sur la base des priorités identifiées par les membres du comité.</p> <p>Mettre en œuvre le plan de travail, l'évaluer et le mettre à jour annuellement, pour la durée du plan d'action.</p> <p>Adresser certaines recommandations qui émaneraient des travaux aux acteurs et actrices concernées.</p>	DPCP, MIDI, MJQ, MSP, MSSS, MTESS, SCF	3 rencontres

Question 45	Suite
--------------------	-------

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2018-2019
Comité interministériel sur les droits de la personne	<p>Le Comité interministériel sur les droits de la personne constitue le principal mécanisme de consultation et de concertation des ministères et organismes québécois pour le respect et le suivi des engagements internationaux du Québec en matière de droits de la personne, ainsi que pour la protection et la promotion de ces droits sur la scène internationale.</p> <p>Renforcer le positionnement du gouvernement du Québec dans ce secteur d'activités en améliorant à la fois la cohérence, la portée et la pertinence de son action.</p>	MEES, MFA, MIDI, MJQ, MSSS, MSP, MRIF, MTESS, OPHQ, SAA, SCF, SHQ, SQRC	1 rencontre
Comité interministériel de la Francophonie	<p>Le Comité interministériel de la Francophonie est le principal mécanisme de concertation et de renforcement des ministères et organismes gouvernementaux québécois pour le suivi des engagements et de la participation du Québec à la Francophonie institutionnelle, notamment au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie.</p>	MCC, SCF, DGEQ, ANQ, MSP, SQ, MEES, SAJ, MELCC, MEI, RNF, MERN, MFFP	1 rencontre
Groupe de travail sur le Forum des Premières Nations en agressions sexuelles	<p>Coordonné par le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), ce groupe de travail de niveau sous-ministres adjoints et associés a été mis sur pied afin de coordonner la réponse du gouvernement du Québec aux demandes de soutien financier et de participation au Forum des Premières Nations sur les agressions sexuelles, tenu du 27 au 29 mars 2018.</p>	SAA, SCF, MJQ, MSSS, MSP.	2 rencontres

Question **45**

Suite

Réponse :

Comité directeur visant à assurer le suivi des travaux des commissions d'enquêtes autochtones au Québec	Coordonné par le ministère de la Justice et le Secrétariat aux affaires autochtones, le mandat du comité directeur consiste à coordonner la réponse gouvernementale aux travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec, ainsi que le suivi des travaux de l'Enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées.	SAA, SCF, MJQ, MSSS, MSP, Sûreté du Québec.	1 rencontre
Groupe de travail visant à assurer le suivi des travaux des commissions d'enquêtes autochtones au Québec	Coordonné par le ministère de la Justice et le Secrétariat aux affaires autochtones, le mandat de ce groupe de travail consiste à assurer le suivi des travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec, ainsi que le suivi des travaux de l'Enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées. Il permet notamment de coordonner la collaboration du gouvernement du Québec à ces commissions d'enquête.	SCF, MJQ, SAA, MSSS, MSP, MAMH, Sûreté du Québec.	3 rencontres
Comité-conseil chargé d'étudier les questions découlant du suivi ou du traitement d'un dévoilement ou d'une plainte administrative	Ce comité était sous la coordination du MEES et il s'inscrit dans la mise en œuvre de la Stratégie d'intervention pour prévenir et contrer les violences à caractère sexuel en enseignement supérieur 2017-2022. Il avait notamment pour mandat de réfléchir aux façons de procéder lors d'un dévoilement ou d'une plainte en matière de violence à caractère sexuel dans les établissements supérieurs, aux mécanismes pour référer les victimes à la police, les sanctions administratives et la prise en charge de la personne fautive, etc. Les travaux de ce comité ont mené à l'élaboration par le MEES, du « Guide d'accompagnement destiné aux établissements d'enseignement supérieur pour l'élaboration de la politique prescrite par la Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur ».	MEES, SCF, MJQ, MSP, centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), réseau collégial public, réseau collégial privé, réseau universitaire et communauté de recherche.	1 rencontre

Question **45**

Suite

Réponse :

Comité interministériel d'évaluation du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat 2017-2023	Validation du Cadre de suivi et d'évaluation préliminaire du PAGE 2017-2023	MEI, SCF	1 rencontre
Comité d'orientation du projet de l'Enquête sur la violence familiale dans la vie des enfants du Québec	Conseiller l'ISQ et le MSSS dans la réalisation du projet d'Enquête sur la violence familiale dans la vie des enfants du Québec afin que celui-ci réponde adéquatement aux besoins d'information du MSSS, de son réseau et de ses partenaires. Le comité d'orientation permet également les échanges et la circulation de l'information auprès des instances impliquées.		3 rencontres
Comité interministériel Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2023	Effectuer le suivi de la mise en œuvre des mesures figurant au Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022. Le SCF n'a aucune mesure inscrite dans ce plan, toutefois il contribue au Comité entre autres par son expertise en ADS.	BLCH, SCF, DEC, SAA, MEI, MSSS, Secrétariat aux aînés, MRIF, MEES, Famille, MIDI, MTESS, MAMH, SAJ	1 rencontre
Comité interministériel Plan d'action concerté pour prévenir et lutter contre l'intimidation 2015-2018	Effectuer le suivi de mise en œuvre des mesures figurant au Plan d'action concerté pour prévenir et lutter contre l'intimidation 2015-2018 et contribuent à élaborer le prochain plan d'action en proposant des nouvelles mesures.	BLCH, SCF, Secrétariat du travail (MTEES), SAJ, Famille, MEES, MSSS, DPCP, MJQ, MSP, MIDI, MAMH, CNESST, SAA, OPHQ, SCG	2 rencontres
Comité intersectoriel sur les marqueurs de genres	Élaborer une politique gouvernementale relativement aux marqueurs de genre et encadrant toutes les communications avec le citoyen (formulaires, base de données, correspondances, etc.). Le SCF s'est joint tardivement à ce Comité et n'a en fait participé qu'à une seule des deux rencontres.	OQLF, MEES, Élections Québec, SAAQ, MJQ, DEC, SCF, RAMQ, MIDI	2 rencontres

Question **45**

Suite

Réponse :

Comité interministériel sur les stages	Soulever des enjeux, dégager des constats et proposer des recommandations aux organisations concernées par la gestion des stages, tout particulièrement sur la question de la compensation des stagiaires.	MEES, MSSS, SCT, SCF, ST	3 rencontres
Comité consultatif sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques	Réviser le règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques. Le SCF participe à ce comité coordonné par la Régie de l'alcool, des courses et des jeux en vue de prévenir la publicité sexiste ainsi que dans une perspective de prévention en matière de santé des jeunes femmes.	SAJ, MSSS, SCF, ministère des Finances, MEI, Educ'alcool, INSPQ, ASPQ, CCDUS et divers membres de l'industrie des boissons alcooliques	2 rencontres

Question 45	Suite
--------------------	-------

Réponse :

3. Autres comités

Comité	A. Mandat	B. membres	C. Rencontres 2018-2019
Forum fédéral, provincial et territorial des ministres responsables de la Condition féminine	Mettre en commun l'information et faire connaître les réussites et les difficultés liées à la promotion de l'égalité des femmes. Chercher des moyens de faire progresser l'égalité des femmes par le biais de ressources individuelles ou combinées. Entreprendre des initiatives conjointes, le cas échéant, qui portent sur des questions concernant tous les gouvernements.	Canada-fédéral, Ontario, Québec, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Manitoba, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Saskatchewan, Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest, Yukon, Nunavut.	1 rencontre
Conseil du statut de la femme	Élaborer les grandes orientations. Approuver les avis et les mémoires produits par la Direction de la recherche et de l'analyse du CSF. Entériner les recommandations transmises au gouvernement.	Membres du CSF	1 rencontre
Comité utilisateur des services en technologies de l'information	Assurer le suivi des ententes et des enjeux en technologies de l'information.	CSPQ, SCF, MAMH, OSRCPC, MF, MESS, CGAP, MTQ.	4 rencontres

Renseignements généraux		Étude des crédits 2019-2020
Question 46		Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 47	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 48	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q _{uestion} 49	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
-------------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

Q _{uestion} 50	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévision pour 2019-2020.
-------------------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

Q _{uestion} 51	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
-------------------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Q _{uestion} 52	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
-------------------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Q _{uestion} 53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
-------------------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

Q _{uestion} 54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
-------------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

Q _{uestion} 55	Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
-------------------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question 56	Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
-------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Question 57

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);
b) les grands dossiers en cours;
c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Réponse :

a)

	2018-2019
Logiciels ou licences	0 \$
Matériel	0 \$
Services professionnels	
➤ Interne	0 \$
➤ Externe	0 \$
➤ CSPQ (hébergement des sites Web)	5 250,00 \$
➤ CSPQ (Gestion du poste de travail bureautique)	40 901,14 \$

- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>).
- c) Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- e) Veuillez vous référer à la réponse de la question 11.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2019-2020
<div>Question 58</div>	<div>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</div> <div>a) la masse salariale; b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.</div>

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 59	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
-------------	--

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q _{uestion} 60	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
-------------------------	---

Réponse :

L'information sera présentée au **Rapport annuel 2018-2019** des ministères et organismes.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2019-2020
<div> <div>Question</div> <div>61</div> </div>	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun :</p> <p>a) le sujet; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.</p> <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

<div>Question 62</div>	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
------------------------	---

Réponse :

Aucune personne n’a bénéficié du paiement de cotisation à une association professionnelle en 2018-2019.

Question 63	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.
-------------	--

Réponse :

La réponse sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux	Étude des crédits 2019-2020
<div> <div>Question</div> <div>64</div> </div>	<p>Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :</p> <p>a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt C0 2);</p> <p>b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C0 2);</p> <p>c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;</p> <p>d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C0 2);</p> <p>e) les investissements totaux des projets (en milliers \$);</p> <p>f) les aides financières totales du ministre (en milliers \$);</p> <p>g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);</p> <p>h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.</p>

Réponse :

La réponse sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.

